

Document

(Informations ouvrières n°15 page 14)

CRISE ÉCONOMIQUE • Les Bourses plongent, se “redressent”, replongent... De quelle crise s’agit-il ?

“C’est la pire crise depuis les années 30
et la fin n’est pas en vue” (*Wall Street Journal*)

C’est la pire crise de -puis les années 30 et la fin n’est pas en vue », reconnaissait le 18 septembre dernier le Wall Street Journal, qui poursuivait : « *La crise financière qui a commencé il y a 13 mois est entrée dans une phase nouvelle, et de loin la plus sérieuse (...). Chaque épisode semble contraindre le gouvernement (américain) à des interventions de plus en plus massives et coûteuses, qui portent en elles-mêmes des risques plus importants aux conséquences inattendues (...).* »

Cette crise ne touche pas que la « sphère financière ». Toute l’économie y est entraînée, les grandes entreprises voient, les unes après les autres, leur activité reculer, les risques d’effondrement se préciser. Les événements de ces deux dernières semaines marquent effectivement une phase nouvelle d’approfondissement de la crise financière. Le cœur même de l’économie, non seulement américaine, mais du monde entier, est touché. D’où un véritable vent de panique au sein des plus hauts sommets capitalistes, et notamment dans ceux de l’économie dominante des Etats-Unis.

La décision du gouvernement américain de créer une structure financière sur fonds publics chargée de reprendre les titres pourris et sans valeur des banques et des compagnies d’assurances est à la mesure de l’intensité de la crise. Son annonce a fait remonter les cours de Bourses, mais résoudra-t-elle la crise ?

Ces mesures ne constituent que la répétition, à une échelle sans précédent, des procédés employés ces dernières années pour « relancer » l’économie, et qui ont abouti à la crise actuelle.

Car cette crise n’est pas seulement financière : c’est la crise de l’ensemble du système fondé sur la propriété privée des moyens de production. L’expression la plus claire de l’actualité du combat pour en finir avec ce système.

Pierre Cize

Les questions clés pour mieux comprendre

1. Quelle est l’origine de cette crise ? S’agit-il seulement d’une crise financière ?

Denis Kessler, ex-vice-président du Medef, a déclaré : « *La crise est l’une des conséquences des attentats du 11 septembre 2001 et de la guerre en Irak (...). Un engagement armé a un coût budgétaire important, qui fait exploser les déficits et la dette. La dette fédérale américaine a ainsi augmenté de 1 160 milliards d’euros entre 2001 et 2007.* »

C’est dans ce contexte qu’il y a 13 mois, l’effondrement du marché spéculatif édifié depuis plusieurs années sur la masse des prêts immobiliers hypothécaires accordés aux particuliers, et notamment aux plus déshérités d’entre eux, a été le déclencheur de la crise. Très vite, celle-ci s’est étendue à l’ensemble du système financier international, sur tous les marchés spéculatifs, sur le marché du crédit. Les pertes croissantes annoncées par les banques (plus de 500 milliards de dollars à ce jour sur un potentiel de plus de 1 000 milliards minimum) ont tari le marché interbancaire, où les banques trouvent l’argent nécessaire à

leurs activités. Pour éviter l'asphyxie, les banques centrales du monde entier y ont déversé des masses de dollars. Plus de 400 milliards rien que la semaine dernière. Et les autorités américaines ont dépensé 1 000 milliards depuis six mois dans différentes mesures de « *sauvetage* » (voir la chronologie). Mais s'agit-il seulement d'une crise financière ?

En fait, la crise financière plonge ses racines dans le fonctionnement du système capitaliste lui-même parvenu au stade impérialiste. La « *croissance miraculeuse* » de l'économie américaine, entraînant toutes les autres économies, qui a précédé la crise en cours, n'a été possible en effet que sur la base d'un accroissement gigantesque de la spéculation, des dépenses militaires, des délocalisations et de l'endettement de l'Etat, des ménages, des entreprises.

2. D'où viennent ces sommes gigantesques injectées par les banques centrales et les autorités américaines ?

Il est particulièrement saisissant de voir que les mêmes qui prônent l'austérité salariale, la réduction des dépenses « *excessives* » des Etats et des systèmes de santé et de retraite n'hésitent pas une seule seconde pour injecter des masses d'argent pour « *sauver* » les banques, les institutions financières, les spéculateurs. Les dollars dépensés depuis six mois par le Trésor américain équivalent à un tiers du budget de l'Etat fédéral américain pour toute l'année 2008. Et le nouveau plan de sauvetage présenté ce week-end par l'administration Bush ajoute 700 milliards de plus.

Et ce plan est accompagné d'une autorisation de relèvement du plafond d'endettement de l'Etat nord-américain à hauteur de 11 315 milliards de dollars — cinq ou six fois le produit intérieur brut de la France ! On rappellera seulement l'exigence de Maastricht et de la Banque centrale européenne (BCE) d'un plafond de déficit des Etats membres inférieur à 2 %, au nom duquel les gouvernements taillent à coups de hache dans les budgets publics et sociaux. Faut-il encore se demander pour qui roulent l'Union européenne et la BCE ?

Les sommes injectées dans le système bancaire par les banques centrales, ce qu'on appelle les liquidités, sont de la création de monnaie. En d'autres termes, et selon l'expression commune, la BCE, qui interdit toute aide à la défense de l'emploi au nom de la rigueur et de la concurrence libre et non faussée, fait marcher à plein régime la « *planche à billets* » quand il s'agit de sauver les banques.

Et Bush a été très clair : le plan de sauvetage de 700 milliards de dollars sera très largement financé par des réductions drastiques dans les autres budgets américains... excepté celui de la guerre (1).

3. Qui vont-ils faire payer ?

Outre ces réductions dans les budgets publics et sociaux, qui frapperont en premier lieu les travailleurs américains, Bush n'a pas caché qu'il sera fait appel aux contribuables (2). Les mesures fiscales prises depuis des années ayant eu pour seul effet d'exonérer les plus riches de payer l'impôt, c'est la masse des salariés payant des impôts qui va être ponctionnée.

Un chiffre a été avancé concernant le seul financement des 700 derniers milliards offerts aux banques : il en coûtera 2 000 dollars (1 400 euros) à chaque citoyen américain, enfants compris ! Ce qui représenterait en France un mois et demi de SMIC par personne, adulte ou enfant ! Six mois de SMIC pour une famille avec deux enfants !

Quant aux millions de ménages américains expulsés de leur logement, aux 100 millions d'Américains qui ont une couverture maladie déficiente ou nulle, aux 91 millions d'Américains qui sont sous ou proches du seuil de pauvreté, ils pourront toujours attendre une aide de l'Etat. Ces gens-là ne comptent pas pour le capital financier. Comme pour le nuage de Tchernobyl, la France est-elle à l'abri, comme le déclarent sans rire certains commentateurs, parmi lesquels le ministre de l'Economie ?

Sur le plan mondial, les conséquences de la crise sont déjà là avec le ralentissement de l'activité débouchant sur la récession dans la plupart des économies. Plombés par les pertes encourues, confrontés à la raréfaction des « *liquidités* » (malgré l'intervention des banques centrales), les banques et les marchés financiers sont coupés les vannes du crédit. Aux Etats-Unis, des groupes comme Ford ou General Motors annoncent des vagues de fermetures de leurs sites, et donc des dizaines de milliers de licenciements.

En Europe et en France, de Renault à PSA, à Siemens, les plans de suppressions d'emplois et les délocalisations se multiplient. Pendant que la crise financière se déchaînait, Hewlet Packard, premier producteur d'ordinateurs au monde, annonçait un plan de 26 000 suppressions d'emplois. Arcelor Mittal annonçait également un « *plan d'économies* » de 3 milliards d'euros, destiné à « *accroître la productivité du personnel* » et « *développer les synergies* », c'est-à-dire de nouvelles suppressions d'emplois. Sans compter les milliers de licenciements dans les services financiers. Face à leur crise, les capitalistes n'ont jamais qu'une « *solution* » : détruire des masses de forces productives, écraser encore plus violemment le « *coût du travail* », exiger encore plus de productivité, tailler dans les effectifs et les salaires.

4. Quelle issue ? “Réguler” le système ou en finir avec lui ?

De toute part, on tente de nous démontrer que la solution à la crise, c'est la « *régulation* » de la finance et une « *correction des excès de la financiarisation de l'économie* ».

Sarkozy va proposer, lors d'un discours qu'on annonce « *historique* », à Toulon, « *des mesures pour mieux réguler la finance mondiale* ». Suivant la même logique, le 16 septembre, l'association Attac exige des mesures pour stopper « *l'emprise de la finance* », qui, selon elle, est la source de la crise actuelle. Le même jour, la LCR fustige la « *folie financière* », la « *logique financière de la course au profit* »..., prônant, si l'on comprend bien, « *une autre logique possible* » !

Tout cela n'est que du vent !

Le recours à la spéculation n'est pas un choix arbitraire, « *l'emprise de la finance* » n'est pas une possibilité parmi d'autres. Le fait que le fonctionnement du système capitaliste ne soit plus assuré que par une folle fuite en avant dans un endettement monstrueux relève de l'essence même de ce système. Le système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production produit plus de marchandises qu'il ne peut en écouler. Aussi, une part croissante du profit se réalise dans la sphère financière. Mais la seule source de ce profit, c'est la plus-value, c'est-à-dire le résultat de l'exploitation du travail dans le cours de la production. Pour préserver ses profits, la classe capitaliste doit aggraver l'exploitation de ceux qui ont encore un emploi en même temps qu'ils chassent de la production une masse croissante de travailleurs. D'où le chômage, la détérioration des conditions de vie et de travail, l'offensive contre tous les droits, la paupérisation, le chaos et la guerre.

Pour sauver l'humanité du chaos économique et de la barbarie de la guerre, il n'est qu'une seule issue : « *En finir avec le régime d'exploitation et d'oppression, abolir le patronat et le salariat, établir une société de justice et d'égalité fondée sur la socialisation des moyens de production et d'échanges* » (manifeste du POI).

(1) Le budget fédéral 2008 est de 2 900 milliards de dollars, dont 626 milliards pour le ministère de la Défense et la « *guerre mondiale contre le terrorisme* », selon les termes mêmes du budget.

(2) L'impôt sur les revenus représente 45 % des ressources de l'Etat américain, celui sur les sociétés à peine 10 %.

1 414 milliards de dollars jetés dans la tourmente en six mois

- **Mars 2008** : rachat de la banque Bear Stearns, au bord de la faillite, par JP Morgan, avec l'aide de la Fed (29 milliards de dollars).
 - **Mars à mai 2008** : ouverture par la Fed d'une ligne de crédit pour aider les banques en difficulté (200 milliards).
 - **Mai 2008** : vote par le Congrès américain d'un plan de « sauvetage » du secteur immobilier (300 milliards).
 - **7 septembre 2008** : le Trésor américain prête 200 milliards à Fannie Mae et Freddie Mac.
-

- **16 septembre 2008** : la Fed prête 85 milliards pour sauver l'assureur AIG.
- **20 septembre 2008** : présentation au Congrès américain d'un plan de sauvetage